

Conseil des Ministres Économie / Commerce

Problématique : Nouvelle route de la soie un défi pour les relations entre la Chine et l'Union européenne

Auteur : Danemark

Brève présentation du Danemark - Bordé par la mer Baltique et la mer du Nord, le Danemark est situé au nord de l'Allemagne, au sud-sud-ouest de la Suède et au sud de la Norvège. Il est composé de deux grandes entités géographiques : la péninsule du Jutland, langue de terre prolongeant le nord de l'Allemagne, et un archipel d'îles principalement situées en mer Baltique. Le territoire a une superficie de 42.924 km² et une population de 5,8 millions d'habitants (1,3% de la population européenne). C'est une monarchie constitutionnelle, dotée d'un système parlementaire représentatif et d'un chef de gouvernement. Le PIB danois en 2018 était de 230 milliards d'euros et le PIB par habitant de 39 000 euros. Le taux de chômage est relativement faible, aux alentours de 5%. L'économie danoise repose essentiellement sur l'administration publique, la défense, l'éducation, la santé et les services sociaux (plus de 20%), le commerce de gros et de détail, les transports et les services d'hébergement et de restauration (20 %), ainsi que sur l'industrie (18%). Le Danemark est un pays agricole avec une surface agricole utilisée de 60% de la surface du pays ; c'est le premier exportateur mondial de viande de porc. Les principales exportations sont les produits agroalimentaires, chimiques et pharmaceutiques.

La place du Danemark dans l'UE - Le Danemark est entré dans la Communauté économique européenne en 1973, en même temps et avec des intérêts (avant tout économiques) similaires au Royaume-Uni et à l'Irlande. Les Danois sont qualifiés « d'Européens réticents ». Le Danemark est très attaché à sa souveraineté et jaloux de son modèle de société. En 1992, il a fallu deux référendums pour ratifier le Traité de Maastricht. L'adhésion au deuxième référendum a été gagnée au prix de 4 exceptions dans les domaines de (i) la Politique économique et monétaire (le Danemark ne fait pas partie de l'Euro), (ii) la Politique de défense et de sécurité commune, (iii) la Politique de Justice et d'affaires intérieures (p.ex. coopération sur les questions migratoires) et (iv) la Citoyenneté européenne. La position des citoyens danois a peu changé sur ces questions au cours des années. Par ailleurs, le Danemark, à l'image du Royaume Uni, a demandé un rabais sur sa contribution au budget européen. Le Danemark fait partie des « 4 frugaux » avec l'Autriche, la Suède et les Pays-Bas, qui refusent de créer une dette européenne et de payer des intérêts dont ils ne sont pas responsables. Le pays bloque les négociations en cours sur le Plan d'aide européen (plan de relance post-pandémie du Covid-19) de 750 milliards proposé il y a un mois par la Commission. Il refuse de payer pour d'autres économies et opte pour une stratégie de prêts, qui devront être remboursés, et pas de subventions.

Les relations de l'Union européenne et de la Chine

Des géants économiques :

Avec les Etats-Unis, l'UE et la Chine représentent les 2/3 du PIB mondial :

- Union européenne = 15 trillions d'euros
- Chine = 10 trillions d'euros
- États-Unis = 17 trillions d'euros.

La Chine et L'Union européenne réalisent un commerce de 1 milliard d'euros quotidiennement. En 2018, l'UE a exporté 210 milliards d'euros vers la Chine et la Chine 395 milliards d'euros vers l'UE. Les économies sont très interdépendantes.

L'Union européenne veut s'assurer que la Chine fasse du commerce de manière plus équitable et que la relation économique entre les deux parties s'équilibre et soit plus juste. Pour le moment, le protectionnisme chinois s'oppose au libre-échange européen. L'UE essaie de contrebalancer l'influence que la Chine entend gagner dans le monde à travers le projet de « nouvelle route de la soie ». Depuis fin 2018, elle promeut par exemple le projet « Alliance Afrique-Europe ».

A l'intérieur de l'UE, du terrain a été perdu avec la crise de 2008, qui a permis à la Chine de s'implanter petit à petit dans le paysage européen, là où les Etats membres eux-mêmes n'investissaient plus. Certains pays du sud et de l'est sont devenus dépendants de l'aide chinoise. L'accord d'investissement en négociation depuis 2013 est une des initiatives visant à remédier à ses déséquilibres.

Les relations du Danemark et de la Chine

Les relations sino-danoises sont bonnes. En 2008, un Partenariat Stratégique Global a été conclu avec Pékin, avec l'ambition de développer les relations diplomatiques et économiques et de collaborer sur des questions comme la transition écologique. La Chine est devenue le 7^{ème} partenaire commercial du Danemark (après les partenaires européens, la Chine représente 7% des importations danoises, suivie par la Norvège avec 6%). Les investissements chinois au Danemark sont très modestes (0,2% des investissements chinois dans l'UE). Le protectionnisme chinois reste cependant un obstacle aux relations bilatérales. Seulement 14% de la population pensent que les entreprises danoises tireront profit du marché chinois. Une autre question qui fâche est que la Chine envisage d'inclure l'Arctique dans la Route de la Soie, s'intéressant aux îles comme le Groenland et d'autres territoires ayant des relations privilégiées avec le Danemark. Ces dernières années, Copenhague est intervenue à de nombreuses reprises pour empêcher les entreprises chinoises d'acheter des bases navales danoises, ainsi que la construction de deux aéroports au Groenland. Le Danemark est donc bien conscient que la stratégie chinoise n'est pas seulement portée sur l'économie, mais a aussi pour objectif d'étendre l'influence chinoise dans les domaines politique et militaire.

Les intérêts danois

La politique danoise en matière commerciale est de promouvoir le libre-échange dans une économie globalisée, notamment par l'adhésion des économies en développement (= position libérale). Le Danemark est fier de faire partie du plus grand marché commun du monde (70% de ses importations proviennent des pays de l'UE et 61% de ses exportations sont à destination des Etats membres). En 2018, la dépense totale de l'Union pour le Danemark s'élevait à 1,411 milliards d'euros, soit 0,46% de l'économie danoise. La contribution danoise au budget de l'Union était de 2,541 milliards d'euros, soit 0,83% du PIB (= contributeur net).

Le Danemark est en faveur de la négociation d'accords bilatéraux avec d'autres régions du globe, notamment avec la Chine considérée comme un atout pour le développement économique global.

Position du Danemark :

- Le Danemark, de tradition libérale, défend l'ouverture commerciale et le multilatéralisme. Il est en faveur de saisir toutes les opportunités économiques offertes par la « nouvelle route de la soie ».
- Le Danemark pousse à repenser la relation de l'UE avec la Chine pour qu'elle soit la plus équilibrée possible et bénéfique au développement des deux parties.
- L'UE devrait finaliser aussi vite que possible l'Accord d'investissement avec la Chine et lancer une étude d'impact pour négocier un accord commercial.
- L'UE devrait également développer les collaborations avec Pékin, notamment dans le cadre des organisations internationales.